

**FIANGONANA PROTESTANTA
MALAGASY ATY ANDAFY
"FPMA TOULOUSE"**

Association culturelle relevant de la Loi du 9 décembre 1905

4 IMPASSE DE LA TRESORERIE – 31000 TOULOUSE

Siret 49987356000019 - RNA W313000937

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Réalisé dans le cadre de la régularisation prévue par l'Article
L821-5 du Code de Commerce**

EXERCICES CLOS LE 31/12/2023

Mesdames, Messieurs les Membres,

I.- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **FIANGONANA PROTESTANTA MALAGASY ATY ANDAFY - "FPMA TOULOUSE"** relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que l'association n'était pas tenue précédemment de désigner un Commissaire aux comptes. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II.- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III.- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV.- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

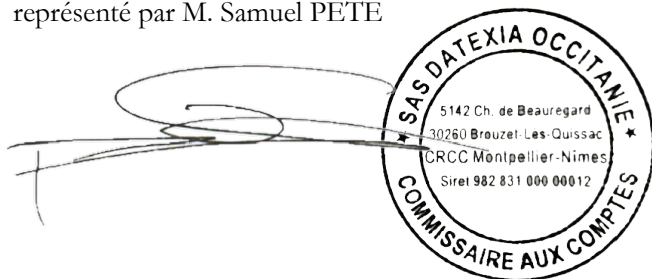
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Le 25 avril 2025

Le Commissaire aux comptes
SAS DATEXIA Occitanie
représenté par M. Samuel PETE



A circular stamp for SAS DATEXIA OCCITANIE, Commissaire aux Comptes. The stamp contains the following text: 5142 Ch. de Beauregard, 30260 Brouzet-Lès-Quissac, CRCC Montpellier-Nîmes, Siret 982 831 000 00012. A handwritten signature is written over the stamp.

ANNEXE – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



SOMMAIRE

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

DESCRIPTION DE L'ENTITÉ

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

VARIATION DES FONDS PROPRES

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

ETAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

CHARGES A PAYER

BILAN

ACTIF		Brut		Amt-Dépr	Exercice 2023		Exercice 2022
<u>Immobilisations incorporelles</u>							
<u>Immobilisations corporelles</u>							
Autres immobilisations corporelles	AT	21 556	AU	4 293	17 263	+646%	2 313
<u>Immobilisations financières</u>							
<u>SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</u>		21 556		4 293	17 263	+646%	2 313
<u>Stocks et en-cours</u>							
<u>Avances et acomptes versés sur commandes</u>	BV		BW				
<u>Créances</u>							
<u>Valeurs mobilières de placement</u>	CD		CE				
<u>Disponibilités</u>	CF	174 066	CG		174 066	+75%	99 602
<u>Comptes de régularisation</u>							
<u>SOUS-TOTAUX DE L'ACTIF CIRCULANT</u>		174 066		0	174 066	+75%	99 602
TOTAUX GÉNÉRAUX		195 622		4 293	191 329	+88 %	101 914

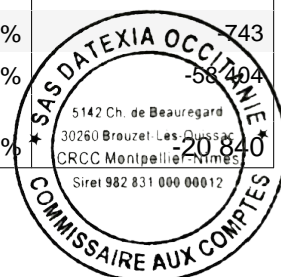


PASSIF		Exercice 2023		Exercice 2022
Fonds propres				
Fonds propres complémentaires	DA1	72 393		72 393
Fonds associatif avec droit de reprise				
Report à nouveau	DH	-29 183		
Résultat de l'exercice	DI	4 814		-29 183
Situation nette - Sous-totaux		48 024	+11%	43 210
Fonds propres consommables				
Sous-Totaux des fonds propres consommables				
SOUS-TOTAUX DES FONDS PROPRES		48 024	+11%	43 210
Fonds reportés ou dédiés				
Fonds dédiés	FD2	132 222	+126%	58 404
SOUS-TOTAUX DES FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS		132 222	+126%	58 404
Provisions pour risques et charges				
SOUS-TOTAUX				
Dettes				
Emprunts et dettes financières divers	DV	2 138		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	4 800		
Dettes fiscales et sociales	DY	4 144		
Comptes de régularisation				
SOUS-TOTAUX		11 083		
TOTAUX GÉNÉRAUX		191 329	+88%	101 614



COMPTE DE RESULTAT

Cpte de résultat en liste		Exercice 2023		Exercice 2022
Produits d'exploitation				
Cotisations	XA2		-100%	30 495
Production vendue : Services	FI	877		
Produits de tiers financeurs				
<i>Dons manuels</i>	XA1	169 416	+75%	96 561
Reprise / amortiss. & prov. - Transfert charges	FP	733		
Autres produits	FQ	487	-96%	12 642
Charges d'exploitation				
<i>Fournitures non stockables</i>	FWC	-1 059	+108%	-508
<i>Fournitures d'entretien et de petit équipement</i>	FWD	-2 399	+77%	-1 358
<i>Fournitures administratives</i>	FWE	-74	-7%	-80
<i>Autres fournitures</i>	FWF	-149	-85%	-980
Locations	FWI	-12 888	-21%	-16 361
Charges locatives et de copropriété	FWJ	-239	-98%	-10 223
Entretien et réparations	FWK	-324		
Assurances	FWL	-2 977		-250
Divers				
<i>Documentation</i>	FWN	-520		
<i>Frais de colloques, séminaires, conférences</i>	FWO	-150		
<i>Autres</i>	FWP	-435	-6%	-465
Personnel extérieur à l'association	FWQ		-100%	-1 547
Rémunérations d'intermédiaires, honoraires	FWR	-4 800		
Publications, relations publiques	FWS	-1 106	-23%	-1 427
Déplacements, missions, réceptions	FWU	-6 370	-56%	-14 508
Frais postaux et de télécommunications	FWV	-940	-20%	-1 177
Services bancaires et assimilés	FWW	-473	-23%	-617
Divers	FWZ		-100%	-15
Impôts, taxes et versements assimilés	FX	-1 108		
Salaires et traitements	FY	-27 530	+1%	-27 387
Charges sociales	FZ	-12 403	+3%	-12 045
Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	GA	-3 723	+401%	-743
Reports en fonds dédiés	GD1	-73 817	+26%	-58 404
Autres charges	GE	-13 119	-37%	-20 840



CPTE DE RESULTAT EN LISTE		Exercice 2023		Exercice 2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 910		-29 238
Produits financiers				
Intérêts et produits assimilés	GL	64	+16%	55
Charges financières				
Intérêts et charges assimilées	GR	-159		
RESULTAT FINANCIER		-96		55
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles				
RESULTAT EXCEPTIONNEL				
RESULTAT DE L'EXERCICE		4 814		-29 183
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
TOTAL				



ANNEXE

DESCRIPTION DE L'ENTITE

Identité de l'Association

L'Association dénommée FIANGONANA PROTESTANTA MALAGASY ATY ANDAFY, connue sous le sigle "FPAM TOULOUSE", a été créée et déclarée à la préfecture de Toulouse le 3 mars 1986, et publiée au Journal Officiel le 9 avril 1986.

Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 4 Impasse de la Trésorerie, 31000 Toulouse.

Elle est déclarée en préfecture de Haute-Garonne sous le numéro W313000937.

Son numéro Siret est le 499 873 560 00019.

Objet social

L'Association a pour objet exclusif :

- d'assurer la célébration du culte protestant évangélique, en respect de la confession de foi de XXX ;
- de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice du culte ;
- de subvenir à la formation et à l'entretien des ministres du culte.

Liste des lieux de culte

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités culturelles.

La circonscription religieuse définie par les statuts de l'Association s'étend à la France.

L'Association gère un lieu de culte au Vieux Temple, 68 rue Pargaminieres 31000 TOULOUSE.

Moyens mis en œuvre

L'Association est locataire des locaux nécessaires à l'exercice du culte.

Afin d'assurer le bon fonctionnement associatif, hormis le poste de ministre du culte qui est rémunéré, l'ensemble des tâches est assuré par des bénévoles.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce et les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et notamment :

- le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et ses règlements modificatifs
- le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Evènements marquants de l'exercice

Dépassement du seuil de certification des comptes au cours de l'exercice 2023.

D'autre part, par courrier du 13 octobre 2023, l'association a obtenu l'attestation de sa qualité culturelle par la préfecture de Haute-Garonne. Cette décision a une durée de validité de 5 ans.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions	néant
- Agencements et aménagements des constructions	néant
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	5 ans
- Mobilier	5 ans



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges

Néant.

Provision pour congés à payer

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, les comptes de l'entité font apparaître une provision pour congés à payer qui ne concerne que les salariés qui relèvent du droit du travail.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, aucune indemnité de départ à la retraite ne leur est due. Par conséquent, les comptes de l'entité ne font apparaître aucune provision ou évaluation en ce sens.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

L'association a pour projet de devenir propriétaire de locaux lui permettant d'exercer le culte. A ce titre des collectes spéciales de dons sont dédiées à ce projet. Ces dons manuels font l'objet d'un suivi distinct en comptabilité.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 132 222 €

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement des bénévoles qui se mobilisent dans le cadre de son activité. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement ainsi qu'à l'objet de l'association.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis le poste de ministre du culte dont la rémunération est enregistrée dans les comptes de l'association, tous les services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Dons manuels

Les dons reçus entre le 01/01/2023 et le 01/01/2023 sont comptabilisés dans les produits de l'exercice et pris en compte pour l'établissement des reçus fiscaux.

Les dons reçus l'année suivante sont considérés comme des produits du nouvel exercice.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

En tant qu'association dont la qualité culturelle est reconnue par la Préfecture, elle peut bénéficier des avantages fiscaux liés à ce statut.



VARIATION DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentat°	Diminutions	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise	72 393				72 393
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau		-29 183			-29 183
Excédent ou déficit de l'exercice	-29 183	29 183	4 814		4 814
Situation nette	43 210		4 814		48 024
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	43 210		4 814		48 024



SUIVI DES FONDS DEDIES							
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DES FIDELES :							
PROJET	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont FD liés à des projets sans dépense au-cours des deux exercices précédents
Projet Bâtiment	58 404	73 818				132 222	
Total	58 404	73 818				132 222	



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement Donations temporaires d'usufruit Autres immobilisations incorporelles					
Total immobilisations incorporelles					
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installat° gnles, agenc. constructions Install. techniques, Matériel et outillage Install. générales, agencements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique Mobilier Autres immobilisations corporelles Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes		18 500 3 056			18 500 3 056
Total immobilisations corporelles		21 556			21 556
Legs destinés à être cédés Donations destinées à être cédées					
Total legs et donations à céder					
Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts et autres immob. financières					
Total immobilisations financières					
TOTAL GENERAL		21 556			21 556



TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions Virements	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement Donations temporaires d'usufruit Autres immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles				
Aménagement terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installat° gnles, agenc. constructions Install. techniques, Matériel et outillage Install. générales, agencements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique Mobilier Autres immobilisations corporelles Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes				
	557	3 112 624		3 112 1 181
Total immobilisations corporelles	557	3 736		4 293
TOTAL AMORTISSEMENTS	557	3 736		4 293



ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
De l'actif immobilisé					
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières					
De l'actif circulant					
Clients et usagers douteux ou litigieux					
Clients, usagers et comptes rattachés					
Reçues sur legs ou donations					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Autres impôts, taxes et vers. assimilés					
Divers					
Fédération, union, associations affiliées					
Débiteurs divers					
Charges constatées d'avance					
TOTAL CREANCES					
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)					
Emprunts(1) et dettes étab. de crédit(2)					
Emprunts et dettes financières diverses		2 139	594	1 545	
Fournisseurs et comptes rattachés		4 800	4 800		
Dettes des legs ou donations					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et organismes sociaux		4 144	4 144		
Dettes fiscales					
Dettes s/immob. et comptes rattachés					
Fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		11 083	9 538	1 545	
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		2 500		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		361		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine				



CHARGES A PAYER**MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN**

Emprunts obligataires convertibles	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 800
Dettes des legs ou donations	
Dette fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	4 800

